

Etats généraux pour l'autogestion socialiste juillet 1976 (extrait)

LUTTES POPULAIRES ET UNION DE LA GAUCHE

Le débat était animé par R. HERCET, du Bureau National du PSU. Un incident a opposé, au début de la discussion un représentant de la LCR et le représentant de la CFDT - Celle-ci s'était en' effet opposée à la présence de la LCR à la table ronde de ce forum - HERCET a mis ainsi les choses au point: «le PSU a estimé qu'il était regrettable qu'une exclusive semblable soit posée par la CFDT; cependant il a pensé que la présence d'un camarade de la CFDT était indispensable dans un débat pareil. Il regrette donc cette exclusive. qui ne concerne que ce seul forum , mais accepte que la LCR ne soit pas présente à la table, mais présente dans la salle.

Pierre ROSANVALLON, de la CFDT

Evidemment, le thème «lutttes populaires et union de la gauche» est assez vaste pour qu'on essaie d'en délimiter les contours, pour qu'on évite de s'égarer dans de trop longues considérations qui ne sont pas forcément au centre des questions qui nous sont posées.

1) La première chose qu'il me paraît important de dire, c'est que *si on pose d'un côté l'union de la gauche, de l'autre côté les luttes sociales, c'est déjà une forme de réponse*: c'est dire qu'il y a séparation entre le milieu des luttes sociales et le milieu politique qui fonctionne institutionnellement ; est-il légitime, dans l'énoncé du problème, de faire comme si inévitablement, dès le départ, il y avait cette séparation entre ceux qui luttent, leurs organisations, et les organisations .qui s'occupent de problèmes institutionnels?

Les gens. des Partis pourront avancer un certain nombre d'éléments de réponse, mais il me semble que c'est là une question centrale.

La deuxième remarque que je voudrais faire, c'est que *dans notre pays, nous vivons les problèmes politiques sur le mode de l'anticipation*. Aujourd'hui, notre question, c'est 78, en 1973, c'était 74; si en 78, la gauche ne gagne pas les législatives; ce sera 81. D'un point de' vue de syndicaliste, ce mode de fonctionnement militant de la vie politique sur le seul mode de l'anticipation, me semble poser une question considérable, car c'est sur ces échéances, même si chacun en conteste l'importance, qu'est paradoxalement centrée notre vie politique, et ceci même pour les organisations qui ne se disent pas électoralistes; d'un point de vue de syndicaliste, Ce fonctionnement militant par anticipation politique me paraît très discutabile.

C'est à partir de là que la CFDT a défini sa stratégie: ne pas attendre des changements qui seraient offerts sur un plateau par des organisations politiques, quelle que soit leur couleur, mais savoir comment, dès aujourd'hui, les luttes sociales contribuent à préparer certaines conditions du changement politique et de la transformation de la société. «Union de la gauche et luttes sociales» ne se pose pas simplement demain quand la gauche aura gagné - et aura gagné quoi? Qui viendra au gouvernement ? - «Luttes sociales et union de la gauche», cela se pose dès aujourd'hui.

Dans cette optique, il semble important de préciser deux notions que la CFDT emploie constamment, qui sont au coeur de sa stratégie, et qui sont très importantes pour comprendre notre démarche.

Le premier concept, c'est celui d'*Union des Forces populaires*. Dans le vocabulaire politique, à partir des mots union et populaire, on peut faire beaucoup de choses; il y a l'unité populaire, l'union populaire, l'union des forces populaires; tout le monde a un peu l'impression que c'est la même chose. Ce qu'on entend à la CFDT par *Union des forces populaires*, c'est tout à fait précis: c'est la convergence d'organisations politiques, syndicales, du Cadre de Vie etc... sur des objectifs de transformation anticapitaliste qui soient plus larges que de simples revendications; ce n'est pas seulement une définition institutionnelle des partis ou des syndicats, ce n'est pas non plus une plate-forme revendicative. Cette convergence de forces politiques, syndicales, associatives... implique déjà la mise au point ensemble d'éléments d'un projet socialiste de transformation de la société.

La CFDT pense que son premier travail est de discuter avec la CGT dans cette direction-là; quand le travail avec la CGT est avancé, à ce moment-là nous en discutons avec les autres partenaires, notamment de type politique.

Ceci amène au deuxième concept qui définit la stratégie de la CFDT, c'est celui d'*objectifs de transformation*.

Quand on raisonne politique, les deux termes qu'on emploie le plus souvent sont d'une part ceux de *revendications* pour aujourd'hui, d'autre part ceux de *changements profonds* pour demain.

Demain, après la Révolution, après les élections, après tout ce qu'on veut... selon la manière dont on analyse la transformation de la société, mais c'est toujours après. Pour aujourd'hui, simplement des revendications que certains jugent un peu à courte vue. La CFDT essaye de définir par les termes *objectifs de transformation*, des propositions qui sont revendicatives et incluent également un élément de projet de transformation de la société.

Par exemple, prenons la revendication de l'heure mensuelle d'information dans l'entreprise. Un certain nombre de travailleurs l'ont conquise mais c'est loin d'être le cas partout. C'est une revendication immédiate, mais on sait que ce n'est qu'une étape; il est important de se mettre d'accord sur des formes de changement de l'entreprise dans le sens autogestionnaire en donnant un pouvoir d'information beaucoup plus large aux travailleurs, pouvoir d'information qui soit déjà un pouvoir de contrôle, qui se manifeste par un temps donné, assez long, et par un certain nombre de pouvoirs. E cela, définir ce type d'objectifs, c'est déjà parler d'un projet autogestionnaire et ce n'est pas se limiter simplement à des revendications.

C'est pour cela qu'à la CFDT, quand nous définissons des objectifs de transformations, et quand nous parlons de stratégie d'union des forces populaires, nous ne pouvons pas entrer dans la logique qui consiste à remettre à demain, après le succès électoral de la gauche aux législatives, la solution des problèmes.

Nous disions dans notre Congrès qu'il fallait vivre demain dans les luttes d'aujourd'hui, pensant que la rupture la plus mortelle pour le mouvement ouvrier a toujours été ce laxisme immédiat doublé d'aspirations, peut-être très révolutionnaires mais toujours reportées; le mode d'anticipation politique, qu'il soit révolutionnaire ou électoral, contribue à renforcer cette coupure, qui produit des effets extrêmement négatifs.

2) Le deuxième point que je voudrais soulever, c'est que *dans le rapport luttes populaires et union de la gauche, le rôle du syndicat est un peu particulier*. L'organisation syndicale en tant que telle, joue déjà un rôle d'opérateur politique entre des mouvements de base et des institutions. Qu'est-ce qui caractérise actuellement l'organisation syndicale? C'est qu'elle fonctionne comme une institution, - elle est reconnue légalement comme représentative, elle a des structures importantes, des moyens financiers, et qu'en même temps elle a une capacité de lancer et de faire vivre en son sein des mouvements, qui sont véritablement des mouvements de masse.

La plupart des partis politiques sont beaucoup plus institutionnalisés - peut-être même le PSU'-;

Dans cette 'mesure-là, dans une stratégie où la gauche peut venir au pouvoir, le syndicat jouera un rôle nécessairement particulier dans une situation de transition, - rôle très différent de celui des partis politiques; quand on parlera de la convergence nécessaire des mouvements par le bas - tout le monde emploie ces expressions-là - je crois que c'est les organisations syndicales plus que les partis politiques, qui joueront un rôle déterminant à ce niveau.

3) Troisième élément rapide; nous disons à la CFDT *que les luttes sociales sont le moteur du changement de la société. Ça veut dire pour nous trois choses:*

a) - premièrement, *il ne suffit pas que les partis nous amènent la Révolution*, ou le Programme Commun, ou n'importe quel programme sur un plateau: la CFDT a toujours dit qu'elle ne signerait pas le programme commun; même s'il y avait un programme avec lequel nous soyons totalement d'accord, nous ne le signerions pas, parce que nous pensons qu'une organisation syndicale n'a pas à remettre entre les mains d'une organisation politique la réalisation d'objectifs politiques, même si elle est d'accord avec ces objectifs. - Quand on a défini des objectifs, on est des agents de leur mise en oeuvre, on n'attend pas des autres cette mise en oeuvre.

b) - deuxièmement, *le changement social ne se fait pas seulement par la législation*; il se fait par la conquête concrète de pouvoirs, sur les endroits où se vivent les différents problèmes; or nous vivons dans une société pour laquelle le changement législatif reste la forme principale de changement, le mode dominant dans la gauche reste l'aspiration au changement par la loi, d'où la revendication de lois différentes.

Notre démarche, quand on dit que les luttes sociales sont le moteur de la transformation, .c'est de dire qu'il faut renverser le rapport entre législation et conquête des pouvoirs. La législation doit être un support, mais elle n'est pas immédiatement la forme de réponse adéquate aux problèmes qui se posent partout. C'est en ce sens qu'un programme de gouvernement, quel qu'il soit, est nécessairement limité.

c) - troisièmement, *c'est sur le terrain de la société que se posent les problèmes et pas simplement au niveau de l'Etat.* Que nous le voulions ou non, nous vivons à gauche dans une idéologie dominante, qui est que seuls les problèmes dépendants de l'Etat sont déterminants, et que les problèmes relevant de la société civile sont des problèmes relativement secondaires par rapport à ceux de l'Etat. Si les luttes sociales sont le moteur du changement de société, cela veut dire aussi priorité aux changements dans la société civile par rapport aux superstructures étatiques.

d) - Un quatrième point que je lancerai rapidement dans le débat est une réflexion plus personnelle; ce qui me frappe assez, *c'est qu'il y a une certaine coupure entre ce que j'appellerais la société militante et ce que j'appellerais la société d'expérimentation à la base.* La société militante est celle qui est formée par l'ensemble des militants, d'organisations syndicales, . politiques ou d'associations; le monde militant vit centré dans son rapport à des institutions, à des objectifs institutionnels précis, et prend en moyenne relativement peu en charge ce qui est de l'ordre de l'expérimentation de formes nouvelles de pouvoirs, de gestion d'équipement à la base, etc... alors .que ceux qui pratiquent le plus des formes d'expérimentation sont souvent des camarades qui refusent justement la dimension politique des combats; ce sont des militants qui ont été souvent dans des partis, dans des associations de gauche, mais qui se retirent sur le terrain micro-social pour y tenter des changements; je crois que s'il n'y a pas de médiateur politique entre la société militante et la société d'expérimentation, aucune transformation sociale, relativement importante, ne pourra se faire; sinon l'expérimentation de base sera, soit manipulée, soit seulement traduite au niveau du langage, d'autant que la capacité du langage politique il faire prendre des vessies pour des lanternes est une de ses constantes naturelles et, en tant que syndicalistes, en tout cas. nous ne sommes pas prêts à accepter ce fonctionnement du langage politique.

Michel LOUIS - Confédération syndicale du Cadre de vie

Pour la C S C V, les relais politiques, en particulier sur le terrain des municipalités - qui jouent un grand rôle sur le cadre de vie - doivent être d'abord une caisse de résonance de nos luttes. Or, bien souvent, quand une équipe, en particulier de gauche, s'empare du pouvoir municipal, elle entend que les organisations syndicales qui militent sur ce terrain-là lui laissent une certaine marge de manoeuvre, une certaine complaisance, du fait qu'elle est une organisation de gauche; de ce fait, elle peut se permettre une politique qui ne soit pas forcément de gauche; je m'appuie sur des exemples concrets que nous connaissons tous, ne serait-ce que, dans les municipalités urbaines, les difficultés qu'on rencontre, lorsqu'on organise une grève des charges et des loyers, et qu'on s'affronte à une municipalité socialiste ou communiste,

Il n'est pas question donc, pour la C S C V, que les échéances freinent les luttes, sous prétexte de mettre en péril politique telle ou telle élection; ça aussi, ça arrive souvent; on a besoin d'un certain nombre de voix, on a besoin d'organisations qui sont influentes sur le cadre de vie comme dans l'entreprise; on fait donc appel à ces organisations, au «bon sens» militant, pour franchir positivement cette échéance électorale; pour cela, les candidats souhaitent qu'on mette les luttes sous le boisseau. Ce n'est pas la conception de notre organisation syndicale, Si on s'inscrit dans la stratégie autogestionnaire aujourd'hui, on pense que la forme même de l'autogestion, c'est une confrontation permanente,

Nous sommes partisans, sur l'ensemble des luttes sociales, de ce que nous appelons, nous, un **front de classe anticapitaliste** qui ressemble un peu à ce que le camarade de la CFDT a appelé Union des Forces Populaires; à travers une formulation différente, on se rejoint au niveau de cette stratégie, Mais nous pensons qu'il est dangereux, du fait qu'il existe des organisations syndicales à la fois sur l'entreprise et sur le cadre de vie, d'opposer le travailleur dans ses différentes fonctions. C'est ce que le système tente de faire tous les jours - et c'est aussi ce que font les partis de gauche, bien souvent, sans faire d'analyse approfondie, et par maladresse politique; ils opposent le travailleur dans ses fonctions de producteur, d'une part, et dans ses fonctions de consommateur d'autre part, C'est un non-sens au regard de la lutte des classes.

Pour nous, la perspective" c'est. la transformation de la société pour instaurer le socialisme autogestionnaire, Evidemment, c'est très vaste; ça veut dire qu'on ne veut pas laisser aux élus politiques, même s'ils. sont autre chose que des élus municipaux, l'ensemble des responsabilités politiques, celles-ci n'étant pas forcément du domaine législatif; nous pensons que souvent les travailleurs sont «trahis» par leurs élus. même s'ils appartiennent à l'union de la gauche.

Dans ce domaine, même dans une société de transition, il doit y avoir des changements. En particulier au niveau d'une réduction des mandats des élus, parce qu'ils ont des comptes à rendre... Il y a là le problème des formes de liaison qui sera peut-être abordé dans un autre carrefour, celui de «liaison parti-syndicats», mais ces réductions de mandats sont importantes parce qu'elles permettent de faire la jonction permanente entre les luttes, les pratiques sociales, et le travail de représentation de l'élus au sein des institutions, d'éviter cette coupure avec le. «technocrate politique», celui qui décide dans le domaine législatif sans trop tenir compte des réalités à la base.

Dans la société actuelle, les municipalités, et donc aussi les municipalités de gauche, ont déjà un certain nombre de pouvoirs qui ne sont pas des pouvoirs d'Etat. Il faut mettre en pratique **dès aujourd'hui** à leur égard, une fonction d'interpellation . Nous l'avons fait également. Je cite un exemple: sur le problème des charges et des loyers, il est bien évident que les offices publics d'H.L.M. jouent un grand rôle. Comme la plupart du temps ils sont municipaux, la municipalité a un rôle direct dans ces luttes, et elle ne le joue pas toujours. Je ne voudrais mettre en accusation aucun parti, mais je vous assure qu'on a quelquefois ,pour ne pas dire très souvent, plus de résistance de la part de municipalités d'union de gauche, que de la part de municipalité de droite, et il s'agit quelquefois d'élus très connus pour

être des leaders importants de la gauche française; ça n'est pas sans poser de questions.

Bien sûr, on tente fréquemment d'oublier les organisations du cadre de vie, de faire comme si elles n'existaient pas, et de ne pas tenir compte des aspirations des travailleurs sur ce terrain-là; là aussi, il faut réfléchir, pour développer une certaine confrontation, un certain sens syndical, pour ne pas laisser aux élus politiques le soin de traduire eux seuls les aspirations des travailleurs comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui. Je pense que le débat pourrait tout à l'heure développer ces aspects. On rejoint là des problèmes de planification, de liaison, qui ne sont pas forcément au niveau d'une ville, qui peuvent être .au niveau d'une région, de l'Etat, et au niveau de l'entreprise aussi; la liaison, effectivement, est à faire, entre l'organisation syndicale du cadre de vie et l'organisation syndicale dans l'entreprise. Les aspirations des travailleurs se complètent, parce que, par exemple, lorsqu'on aborde les problèmes des conditions de travail, on aborde les problèmes de santé; la santé se joue dans l'entreprise, elle se joue aussi hors de l'entreprise. Pour les problèmes de consommation, ou les problèmes d'école, de formation, c'est la même chose.

Pour nous donc, c'est l'essentiel, *il ne saurait y avoir de cautionnement par l'organisation syndicale d'une instance politique*. Quelle que soit donc la forme de la municipalité. ou de la candidature d'union de la gauche, nous entendons rester sur le terrain revendicatif, syndical, pour rappeler à l'ordre, d'une certaine façon, pour ne pas laisser trahir les aspirations des travailleurs, pour éviter le déviationisme de ces élus, qui, étant élus, ont simplement un pouvoir de délégation, et qui souvent l'utilisent à d'autres fins.

Je ne voudrais pas reprendre ce qu'a dit Rosanvallon tout à l'heure; on se rejoint sur de nombreux points. Je voulais simplement mettre l'accent sur les problèmes du cadre de vie par rapport à l'ensemble du débat.

Serge DEPAQUIT (du PSU)

Il me semble qu'au PSU on ressent très fortement les questions que les camarades viennent de poser et en particulier le dernier intervenant, quand il parlait des municipalités de gauche. Mon intervention s'y reliera directement, mais d'un point de vue un peu différent pour des raisons qu'évoquait d'ailleurs Rosanvallon: nous sommes un Parti politique. Et je préciserai l'argument de Rosanvallon; je crois qu'effectivement la gauche - il n'y a pas que la gauche d'ailleurs - vit dans l'attente d'échéances; simplement il faut savoir comment, en face de cette situation, nous réagissons. Je crois que, par exemple, si des municipalités de gauche - et on a des exemples récents - prennent une certaine attitude par rapport aux mouvements populaires (grèves ou autres), on ne peut pas ramener ça simplement à une «trahison», il faut creuser un peu plus: on ne peut pas faire l'économie de *l'analyse des contenus politiques de l'alliance de la gauche*, et c'est aller, je crois .dans le sens de la question que posait Rosanvallon; les contenus politiques de l'union de la gauche et les perspectives qu'elles donne sur ce qu'elle fera quand elle sera au pouvoir, ce n'est pas simplement un élément de spéculation pour 1978, c'est un élément de mobilisation dans l'immédiat.

Ensuite, je crois que la discussion sur les contenus politiques et le type de rapports de forces qui s'ébauche en France aujourd'hui, y compris dans la perspective de 78, doit être abordée globalement, sous peine de tomber dans la

coupure des luttes sociales et des luttes politiques que Rosanvallon dénonçait au début. Indiquons simplement quelques pistes. .

Je crois que poser le problème des luttes populaires, du contrôle populaire et de l'union de la gauche, c'est se demander *comment une victoire électorale de la gauche peut être transformée en une conquête des pouvoirs populaires* - et je le répète: cela commande aussi les luttes aujourd'hui. Nous assistons en ce moment à un rétrécissement de la base sociale du pouvoir. En général, dans le mouvement ouvrier, et le mouvement révolutionnaire, on a souvent envisagé qu'une crise politique surviendrait après une crise sociale. Il semble que ce qui est en train de se dessiner dans les luttes actuelles en France, et dans la reconstruction des rapports de forces, c'est l'inverse: une crise politique peut être le détonateur, ce qui précède une crise sociale. La question est alors de savoir comment, dans une telle situation, le courant des luttes pour l'autogestion, pour les contrôles populaires, pourrait s'orienter. Je ferai simplement quelques remarques brèves là-dessus.

1) - La première c'est que *ce courant doit prendre sa place dans le mouvement politique*. Si on fait un petit tableau de l'histoire du mouvement ouvrier depuis 55 ans, de 1920 à 1945, on a vu des expériences extrêmement profondes qui ont, en quelques années, bouleversé les situations dans la classe ouvrière, notamment le Front Populaire, et aussi la Résistance et la Libération. Si, par contre on prend les 30 ans qui sont allés de 1945 à aujourd'hui (il y a eu bien sûr la grande expérience de Mai 68, mais qui n'a pas débouché sur des transformations générales) et bien on peut dire, d'une certaine façon, que la classe ouvrière s'est trouvée dans un tunnel. Je crois que cette situation commande tout ce qui est en train de se passer en ce moment; une victoire possible de la gauche, le fait de pouvoir battre la droite, sera compris par les travailleurs comme leur propre victoire, et je crois que ça sera un événement historique d'une très grande importance.

C'est pour cela, je crois, que le courant pour le socialisme autogestionnaire et les contrôles populaires doit se situer à l'intérieur de cette bataille.

2) - mais le deuxième point, c'est que *cette alternative est fondée sur un programme (le programme commun) qui contient un certain nombre de contradictions avec l'idée d'autogestion*; ici je reviendrai sur certaines questions qu'évoquait ROSANVALLON;

je crois que, fondamentalement, ce programme n'est pas socialiste. Dans la mesure où c'est un programme limité, on peut l'admettre, mais la question est de savoir vers quoi on va.

Deux critiques fondamentales peuvent lui être adressées:

1) *c'est un programme conçu uniquement en termes de gouvernement*; à aucun moment, la question du rapport avec le mouvement des masses n'y est posée. Et, quand tu parlais (ROSANVALLON) de la tendance à tout concevoir dans la gauche française en termes d'Etat, je crois que cela nous amenait au cœur de la question, et qu'effectivement une ligne politique qui s'appuie en priorité sur les luttes sociales comme moteur des transformations, y compris les plus profondes, se trouve en contradiction avec le contenu de ce programme.

- II) *Le deuxième point est que ce programme prévoit plutôt une démocratisation des institutions* (ce qui, à certains moments, peut ouvrir des brèches utiles), mais ne prévoit à aucun moment, tout du moins pour les choses importantes, la création de nouveaux pouvoirs. Or, pour l'autogestion, c'est une question vitale. Ceci étant dit, on doit ajouter que ce programme, même s'il n'est pas socialiste, n'est pas actuellement acceptable, ni surtout applicable par la bourgeoisie française et que, de son application, peut naître une crise du système, disons un premier ébranlement.

A partir de ces considérations générales sur le contenu des alliances, il me semble qu'elles ne peuvent pas être totales et tout à fait claires, si on ne les raccorde pas à la situation politique française très précise que nous connaissons aujourd'hui. Une victoire de la gauche se ferait dans une situation où le système institutionnel français jouerait à plein, et ici encore, je le répète, il ne s'agit pas de discuter ce qu'il se passera en 78, mais de débattre de ce qui se passe aujourd'hui sur le plan politique. Il est clair que Giscard d'Estaing est prêt à user à fond des immenses pouvoirs que lui donne le système présidentiel français et que la bourgeoisie française prépare une politique de rechange à celle qu'elle tente d'appliquer aujourd'hui. On commettrait une erreur si on pensait qu'on est allé au bout des capacités réformatrices et modernistes du capitalisme français. Je crois que la porte est grande ouverte à ce type de compromis qui est proposé, à la gauche, à certain secteur de la gauche, et je ne suis pas convaincu que la gauche apporte aujourd'hui les réponses politiques qui s'imposent.

On rejoint ainsi *les problèmes de la mobilisation*. car les mobilisations, y compris sur le terrain social, ne se font pas exclusivement en termes de luttes sociales, mais aussi *en fonction de la perspective politique*. vous le savez, c'est la grande leçon du Front Populaire, c'est à partir du moment où les perspectives politiques ont été ouvertes, que les grandes luttes de masses, la grève sur le tas notamment, se sont développées, parce que la classe ouvrière sait d'expérience qu'elle ne peut gagner ses grandes batailles sociales que dans la mesure où les perspectives d'un débouché plus général sont ouvertes.

Qu'est-il en train de se jouer sous nos yeux dans les débats qui sont le plus souvent de la «politique politicienne» (mais nous commettrions une erreur de n'y voir que cet aspect des choses)? Il me semble que la gauche arrivera au pouvoir dans une situation où l'inflation sera extrêmement forte; la période électorale n'est jamais favorable pour réduire l'inflation, et le pouvoir, effrayé par cette perspective de perdre la bataille électorale, pour sauver les meubles, va se lancer en partie dans l'inflation en donnant un certain nombre de satisfactions à des couches qu'il peut récupérer. Donc, un pouvoir de gauche se trouvera devant une inflation extrêmement forte, et, d'un autre côté, face à un Président toujours en place. Se poseront alors, et très fortement, deux questions: est-ce qu'on applique un certain nombre de réformes qui sont prévues dans le programme de la gauche? Le programme commun indique que, dès l'installation d'un gouvernement de gauche, on procédera aux neuf nationalisations et à la nationalisation du Crédit: je ne vois pas très bien Giscard d'Estaing signant les décrets de ces nationalisations. Est-ce qu'on accepte alors une pause sociale, est-ce qu'on se lance dans une politique de consensus national de façon à sortir de l'inflation: c'est la grande question qui

domine la victoire de la gauche, et la réponse à cette question commande le développement des luttes.

Un certain type de réponses politiques, «je vais à l'Elysée», «je ne vais pas à l'Elysée», «on va faire un consensus politique», sont des réponses qui ne permettent pas par leur contenu politique, le développement du mouvement des masses; la gauche avance dans le sens du mouvement populaire, c'est à-dire procède à un certain nombre de transformations importantes dès sa victoire et refuse la pause sociale (dans la mesure où je crois que la victoire politique entraînera aussi une crise sociale), à ce moment d'autres problèmes se poseront, y compris celui du contenu des nationalisations; mais cela entraînera immédiatement une question précise et qui, elle aussi, fait partie des éclaircissements politiques qu'il faut donner dès aujourd'hui pour la mobilisation, c'est qu'on ne pourra pas maintenir la dualité du pouvoir entre Mitterrand (si c'est Mitterrand) et Giscard d'Estaing.

Il est clair que l'avancée de la gauche entraînera une crise de cette dualité; faire comme si ce problème ne se posait pas n'est peut-être pas au contraire au programme commun, parce que le programme commun est particulièrement silencieux sur les institutions, mais je crois que tout cela concerne les possibilités de mobilisation populaire. Si la gauche, ou des secteurs de gauche, acceptent le compromis esquissé par Giscard d'Estaing, je ne dis pas que la mobilisation populaire ne se fera pas au lendemain d'une victoire de la gauche, mais ce sera beaucoup plus difficile, parce qu'elle sera posée uniquement en termes de débordement, et nous savons que dans ces conditions-là, et compte tenu des espoirs mis dans cette victoire, les chances de mobilisation seront plus faibles.

Jean le GARREC (PS)

Je vais me contenter, en ce qui me concerne, de quelques remarques pour engager le débat, plutôt que d'essayer de faire en quelques minutes une analyse plus globale.

Première remarque, elle rejoint ce qui a été dit par plusieurs camarades: *pas de cautionnement d'échéances politiques par les organisations syndicales*. Je crois que c'est une ligne tout à fait juste; nous avons toujours dit et nous redisons qu'il faut, en tout état de cause, une totale indépendance des organisations syndicales et des organisations populaires, mais il faut aussi se rendre compte qu'à l'heure actuelle les organisations, syndicales en particulier, attendent *cette* victoire de la gauche, comme, semble-t-il, ayant capacité à débloquent une situation sociale. C'est, je crois, un phénomène extrêmement important en ce qui concerne la France et tout le mouvement social engagé depuis une dizaine d'années en Italie: il y a là-bas un déblocage au niveau de la société civile, et le problème est la liaison entre l'institution politique et cette société civile; en France, ce déblocage n'existe pas; et, à ce titre, ce qui est apparu lors du dernier congrès de la C F D T me semble extrêmement important.

Deuxième remarque: on parle beaucoup de mobilisation populaire, de luttes populaires: il faut être clair là-dessus: il ne peut pas y avoir de victoire électorale sans une très forte mobilisation populaire, et ceci d'ailleurs est apparu au niveau des présidentielles. Quoi que l'on puisse avoir comme opinion, comme jugement, sur la signification profonde de cette bataille électorale, il est clair que dans une période de durcissement, d'affrontement des deux blocs, où il est certain que le pouvoir va jouer la mobilisation de la peur (et nous savons très bien en France par quoi cela se

traduit: on va jouer sur l'anticommunisme), tout va se jouer à la marge, et ne peut être gagné que par l'appui d'une mobilisation populaire.

Troisième remarque: Depaquit parlait du *programme commun*; on peut discuter à l'infini sur ce qui est dans le programme commun, sur ce qui n'y est pas; ça me semble intéressant, mais relativement secondaire, dans la mesure où le programme commun a déjà quelques années, qu'il doit être réajusté sur un certain nombre de points, qu'il y a des choses qui demeurent exactes mais que ce n'est, malgré tout, qu'un programme commun, il y a autre chose, et un fait irréversible qui dépasse d'ailleurs chacun des protagonistes, c'est le phénomène unitaire, qui entraîne chacun des participants quelquefois plus loin qu'il ne voudrait. Il existe probablement des tentations d'une politique de changement à moindres risques, mais il est clair que l'existence du programme commun, l'existence d'un phénomène unitaire, amène chacun des participants à préciser ses positions, à évoluer. dans un certain sens, c'est une orientation de plus en plus claire, vers la gauche.

On le voit très bien d'ailleurs, et ce sera ma *quatrième remarque*, dans la *préparation des municipales*, où, quoi qu'on puisse penser sur la politique des élus j'ai entendu quelques remarques fort intéressantes on voit très bien que les alliances et les accords, si je puis dire se purifient; et à ce titre, ce qui s'est passé ces dernières années à Nantes et en bien d'autres lieux, est parfaitement éclairant; je puis dire aujourd'hui que le programme du parti socialiste qui se préparera en septembre, tiendra largement compte des quinze thèses sur l'autogestion, aussi bien dans les rapports à l'Etat que dans le développement autogestionnaire, terrain associatif et autres, que dans la prise en charge des grands secteurs, aussi bien culturel que de l'emploi; tout ceci est inscrit dans une dynamique. Q' une partie des responsables suivent en trainant un peu les pieds, (qu'il y ait des bavures, et une cohérence qui ne soit pas totale, on le connaît aussi bien que chacun d'entre vous) mais ce qui est fondamental, c'est, ce phénomène unitaire, qui déplace l'axe vers la gauche; Je crois qu'à ce titre., en France, pour les dix dernières années, il y a deux dates importantes: 1968, et le phénomène unitaire, et c'est là-dessus que se détermineront les enjeux politiques des années à venir.

Cinquième et dernière remarque: il y a une contradiction fondamentale, que nous vivons, chacun d'entre nous, d'une manière douloureuse, sans pouvoir y apporter de réponse totale: c'est *la contradiction qu'il y a entre le fait qu'une victoire de la gauche im France, passera et passe par une voie étroite, mais en même temps, ne peut se développer que si elle développe des formes nouvelles de pouvoir* à tous les niveaux, aussi bien au niveau de l'entreprise, qu'au niveau local et de la municipalité Et c'est sur cette voie étroite, d'ailleurs, que le pouvoir va jouer. Nous sommes. obligés de rassurer sans édulcorer, et ce n'est pas facile. Voie étroite... Depaquit en citait quelques points: imaginons simplement ce que peut être l'utilisation de la situation constitutionnelle actuelle; entre une victoire parlementaire, et la mise en place d'un gouvernement de gauche, il peut se passer 60 jours, 60 jours de vide politique total. Que peut-il se passer pendant ces 60 jours! Quelles conséquences cela peut-il avoir sur la ,fuite des capitaux par exemple? Il est clair que si l'on arrive à dépasser cette période inconnue, difficile, le problème présidentiel est posé d'une manière ou d'une autre.

On imagine difficilement un gouvernement unitaire mis en place et ne proposant pas les mesures essentielles du programme commun, et notamment les nationalisations, tout ceci présidé par Giscard d'Estaing; sans compter les

conséquences au niveau international que peut avoir la mise en place d'un gouvernement avec participation communiste; voilà un deuxième problème.

Je laisse de côté toute l'analyse, et il faudrait la pousser plus loin, que l'on peut faire de la situation économique, l'inflation dont on sait qu'elle ne peut pas être maîtrisée puisqu'elle est liée à des données structurelles et non conjoncturelles; je laisse de côté le problème de l'emploi dont on sait aussi qu'il ne peut pas, l'un dans l'autre, descendre au-dessous d'un volant de 800 à 900 000 chômeurs, je laisse de côté, et on pourrait en parler aussi, tous les problèmes de l'indépendance technologique française: informatique, énergétique etc... Il y a là un cheminement extrêmement étroit avec des écueils aussi bien sur le terrain institutionnel, que sur le terrain économique ou international; il est clair que si on se laisse enfermer dans le débat que nous avons connu à propos du Chili entre les deux lignes: «avancer pour consolider ou consolider pour avancer», on aboutit à un échec dans les deux cas, ou de débordement, et l'on voit très bien comment il peut être utilisé par choc en retour, ou d' «une politique» tellement étroite qu'elle ne peut engager un changement structurel, et déterminer les points d'appui permettant d'aller plus loin. C'est, je crois, la véritable contradiction que nous allons vivre.

Je ne vais pas m'amuser ici à décrire les chemins, parce que d'abord ils sont relativement complexes, nombreux, c'est un peu de la politique-fiction, ça ne sert pas à grand'chose si ce n'est à nous faire plaisir, mais je crois que l'on voit très bien que trois nécessités doivent être menées de pair:

- 1) faire en sorte qu'un pouvoir de gauche existe et je vous ai décrit quelques écueils, y compris sur le plan institutionnel
- 2) engager les mesures fondamentales permettant une autre politique - et l'on voit très bien en gros, au départ, qu'elles tournent autour de la maîtrise économique et de la planification
- 3) engager les mutations des rapports sociaux, et des rapports de production qui permettent d'appuyer la mobilisation populaire

C'est selon ces trois axes que nous devons travailler, ces trois mouvements doivent être menés de pair; mais si l'un ou l'autre se décale, par rapport à une prise en charge de la situation, alors nous connaissons ces difficultés que je viens de décrire, et qui résultent de la voie étroite par laquelle passe une victoire de la gauche en France.

R, Hercet (PSU)

Avant de donner la parole à la salle, il faut demander à chacun des orateurs quel type de réaction leur suggère ce qui a été dit.

Deux types de problèmes m'ont paru se poser, et deux types de contradictions s'imposer.

Premièrement: la conception politique de la fonction de la lutte populaire; entre les déclarations du type de celle de Rosanvallon sur la lutte comme moteur de changement social et celle de Le Garrec sur l'appui du mouvement populaire indispensable pour une victoire électorale, il m'a semblé qu'il y avait un gouffre; est-ce que les luttes, c'est vraiment le moteur du changement social, ou n'est-ce qu'un appui indispensable à une victoire électorale et à la mise en place d'un

gouvernement de gauche?

Deuxièmement: on a peu parlé des organisations; on a fait comme s'il y avait des luttes des travailleurs, plus ou moins spontanées, et puis quelque part une union de la gauche. Il y a les organisations. D'abord il y a l'extrême-gauche, on n'en a pas parlé. S'il y a un problème entre luttes populaires et union de la gauche, c'est qu'il y a une extrême-gauche, organisée ou pas, qui a su, dans les luttes, montrer sa présence et sa vivacité en France. Un autre problème des organisations - je sais bien qu'il y a un forum en ce moment sur syndicats et partis, mais ça fait aussi partie de notre problème - quel rôle particulier du syndicalisme, et quel type de liens entre syndicalisme et partis politiques dans ce cadre: luttes et union de la gauche: j'ai été frappé à ce point de vue, dans les déclarations de Michel Louis et de Rosanvallon, non seulement par la nécessité de préserver l'indépendance des syndicats, ce qui est normal et sur quoi, je crois, nous sommes tous d'accord, mais aussi sur l'insistance mise sur l'importance fondamentale des organisations syndicales, presque au détriment des autres. Quand Rosanvallon dit que le syndicat doit être l'opérateur - politique entre les institutions et les mouvements de base, on se demande quel champ il reste pour d'autres organisations de la vie politique. A ce moment-là, qu'en est-il des partis politiques? des relations syndicats-partis?

Sur ces différents problèmes, je voudrais que les représentants des organisations réagissent brièvement.

Rosanvallon

Quand on dit qu'il y a un problème. de mouvement, on dit souvent qu'il y a «le mouvement d'en haut», et le «mouvement d'en bas»; d'un côté il y a le gouvernement, l'union de la gauche, et de l'autre côté il y a les luttes populaires. Ce qui m'apparaît clair, c'est qu'il n'y a pas de luttes populaires en soi. *Les luttes populaires sont liées à des organisations; elles sont liées à des militants;* il n'y a pas de «militants de luttes populaires», il y a des militants syndicaux, des militants politiques, il y a des militants du PS, de la LCR, il y a des militants du cadre de vie. Si on veut préciser la discussion, il faudrait ne plus seulement parler en général des luttes populaires, mais parler des militants qui en sont les animateurs, et, à ce moment-là, le problème qui se pose est celui du rapport entre les organisations: rapport entre la gauche classique et l'extrême-gauche, entre les organisations politiques et les organisations syndicales, rapport entre différentes organisations politiques à l'intérieur des syndicats. Dans tous les cas, ce qui se pose, ce sont des problèmes d'organisations, et pas simplement entre des luttes populaires qui seraient spontanées, comme s'il y avait des militants d'une espèce de grand mouvement populaire, et de l'autre côté des militants des institutions.

C'est particulièrement important quand on se pose la question, dans une période de transition, des contre-pouvoirs, des nouvelles formes de pouvoirs. Nous parlons tous, la CFDT dit en tout cas, que dans une période de transition ce qui est caractéristique, c'est le fait qu'il y ait des comités de quartier, des comités populaires, des assemblées d'usines qui puissent se mettre en place; le problème

n'est pas de conquérir le pouvoir existant, c'est de créer de nouvelles formes de pouvoirs; si on conquiert le de pouvoirs; si on conquiert le pouvoir existant, c'est pour le transformer, sinon ce n'est pas une démarche autogestionnaire.

De ce point de vue, à partir du moment où on parle de comités de quartiers, de comités d'usines, de nouvelles formes de pouvoir populaire, la question décisive aussi c'est: quels militants, les militants de quelles organisations? Quand on a dit qu'au Chili la question était: les rapports entre le mouvement populaire, le «pouvoir populaire» (en espagnol, terme qui a une connotation encore plus précise qu'en français) et puis le gouvernement, ce n'était pas simplement le pouvoir populaire, c'étaient les différentes organisations qui étaient dans le mouvement populaire et qui étaient dans le gouvernement, pas forcément dans l'un ou dans l'autre, et qui ont eu des rapports conflictuels; le problème du Chili, ce n'est pas seulement le pouvoir populaire et le gouvernement, c'est le MIR et le P S, c'est les rapports de forces à l'intérieur du P S chilien, c'est l'extrême gauche, c'est la gauche de la D C et le PS. Je crois donc que si on veut préciser les questions, il faut aussi les monnayer en termes organisationnels, en partant des endroits où sont réellement investis les militants, et pas seulement avec le vocabulaire vague des «luttons populaires»; quand il est employé tel que, il n'est que le paravent des militants d'organisations qui, ne pouvant pas avoir, par exemple dans les structures politiques, ou au niveau des débats les plus représentatifs, la place qu'ils devraient avoir, se parent du drapeau des luttons populaires pour mener une action politique. .

Ainsi ce qu'on appelle décalage entre les luttons populaires et gouvernement, c'est un décalage entre les militants d'extrême-gauche, les militants autogestionnaires et des militants de gauche traditionnelle; il me semble qu'il faut le dire très clairement. Il y a une manière d'opposer le mouvement des luttons populaires au mouvement politique institutionnel qui est fautive; ce n'est pas d'un côté un méchant gouvernement, de l'autre des bonnes luttons populaires, A la CFDT, on voit très concrètement comment se pose le problème; on parle des formes d'autogestion à mettre progressivement en place dans l'entreprise; question immédiate: quel est le rôle de l'organisation syndicale par rapport à ces nouvelles formes de pouvoirs à mettre en place? Notre réflexion commence à avancer là-dessus; on n'a pas déjà tout réglé; est-ce que c'est le syndicat qui doit présenter des candidats pour les conseils d'usines? des militants. disent oui dans un premier temps, mais dans un deuxième temps non, parce qu'il ne faut pas se lier; d'autre militants disent que pendant très longtemps ce sont les syndicats qui devront présenter des candidats aux conseils d'usine, d'autres disent enfin, qu'il faudra présenter des listes libres; là on pose la question des risques de manipulation comme dans les listes libres que propose le patronat aujourd'hui; donc je crois que ça n'est pas aussi simple que ça.

Ces nouvelles formes de pouvoirs, elles n'existent pas indépendamment des stratégies d'organisations, des rapports de forces à l'intérieur de ces organisations, et des rapports de forces entre ces organisations elles mêmes; il me semble que le débat a bien progressé quand on a commencé à prendre en charge cette question-là. Parce que, sinon, ce sont des débats politiques qui se camouflent derrière, soit le méchant gouvernement et les bons pouvoirs populaires, soit le gouvernement qui veut vraiment faire des choses et ces salauds de gauchistes qui lui mettent des bâtons dans les roues. Tant qu'on emploiera des concepts vagues qui servent à camoufler des stratégies politiques différentes, on n'avancera pas.

Serge Depaquit

Je voudrais donner un désaccord avec Le GARREC qui me paraît tout à fait essentiel. Quand on me dit le Programme commun n'est pas un programme de gouvernement, je n'entends pas par là qu'on doit y «rajouter» les luttes populaires., Bien sûr on peut les rajouter. Mais *ce qu'il y a dans le contenu de l'Union de la gauche et dans son programme, commande ou non le développement des pouvoirs populaires*; je ne veux pas revenir sur ce que j'ai dit du contenu du Programme Commun; je pourrais le faire également sur le problème des entreprises, sur celui du .Cadre de vie ; le Cadre de vie par exemple, dans le Programme commun est conçu comme une extension du logement social; on est tous pour développer les HLM, mais est-ce que le problème de fond n'est pas de poser une politique sociale du logement, c'est-à-dire une toute autre conception de la vie, de l'urbanisme... ? Si on parle d'ateliers populaires d'urbanisme, ça ne peut exister que s'il y a des pouvoirs populaires, au niveau des quartiers, qui, dans les grandes villes, à mon avis, ne peuvent pas dépasser 10 à 20 000 habitants; on connaît des expériences en ce domaine. Pas l'ombre d'une question dans ce sens n'est posée dans le programme commun. Si dans le programme de l' Union de la Gauche, dans sa politique, il n'est pas esquissé une ouverture dans cette direction, c'est une démagogie de dire : il y a le programme et puis il y a les pouvoirs populaires qu'il faut inventer. Si ces formes se heurtent à la dynamique principale du mouvement qui sera imposé par les forces dominantes de ce mouvement, il y aura une contradiction qui freinera le développement même de ces pouvoirs populaires.

Or, sur ce qui se passe aujourd'hui en France, on peut être extrêmement inquiet - et là, je ne suis pas en train de développer le programme du PSU, je prends même ce qui est dans le programme de l'Union de la Gauche. On parle de la révision du programme commun. Moi, il y a une clause que j'aime dans le programme commun, celle qui dit: «Les travailleurs pourront demander la nationalisation de leur entreprise» ; je rappelle qu'au Chili, 91 nationalisations étaient prévues dans le programme de l'UP, il y en a eu plus de 400 sous la pression des travailleurs. Cette clause-là, elle peut être importante du point de vue de la mobilisation ; les radicaux de gauche demandent sa suppression; j'ai vu ce que MITTERAND a déclaré là-dessus, devant les chefs d'entreprises: c'était dans «Les Echos» ; ça va dans le même sens que ce que demandent les radicaux de gauche: il ne demandait pas la suppression, mais il laissait entendre que cette clause là, on ne l'appliquerait pas.

C'est très lié à la question des rapports avec GISCARD d'ESTAING: au fur et à mesure qu'on sent l'approche du pouvoir, on sent un glissement de la Direction du PS qui dit: «On peut discuter avec GISCARD d'ESTAING, il n'y aura pas de crise institutionnelle», et ça, c'est important pour la mobilisation aujourd'hui, mes camarades: sans perspectives politiques claires, il n'y a pas de mobilisation des masses; ce n'est pas un discours avant-gardiste que je suis en train de tenir là, c'est des questions concrètes, de la situation en France aujourd'hui; ça se retrouve à tous les niveaux; je ne dis pas cela dans le sens d'une provocation, mais quand on voit le

maire d'une des plus grandes municipalités socialistes, DEFFERRE à Marseille, qui appelle la troupe pour briser une grève, quels pouvoirs populaires vont se développer à Marseille après ce type d'expérience?

Cela risque d'être des pouvoirs populaires qui se développeront en complète contradiction avec la municipalité, et on retombe dans le débordement, non parce que les gens le voudront, mais parce qu'ils y seront obligés.

Ce sont donc des questions politiques décisives, qu'il faut très clairement poser que *celles des formes des pouvoirs populaires: en quoi les mesures gouvernementales ont un rapport avec le développement de ces pouvoirs populaires*. Si ce qu'on fera au sommet est en contradiction avec la ligne des pouvoirs populaires, on a relativement peu de chances de les voir se développer; là-dessus, l'évolution actuelle n'est pas positive, et c'est très lié aux problèmes généraux des rapports avec GISCARD; il me semble que la question est en train de se débattre en France, ce n'est pas si on va avoir un pouvoir des conseils des travailleurs, ce qui se joue c'est de savoir si nous aurons un gouvernement, qui, à la limite, appliquera le Programme commun, avec un certain nombre de réformes profondes qui sont dedans, ou bien une politique à contenu de centre gauche, qui est un compromis entre la bourgeoisie et certains secteurs du mouvement ouvrier, comme en Allemagne ou en Grande-Bretagne; Wilson est arrivé au pouvoir sur une grande grève des mineurs, il leur a donné quelques satisfactions, et après il s'est lancé dans une politique de contrat social.

Aujourd'hui, quand MITTERAND parle de consensus national au lendemain de la victoire de la gauche, les bases politiques et sociales sont avancées pour un tel type de politique, et je crois qu'il faut réagir. Je ne parle pas du point de vue des intérêts étroits du PSU, je sais bien qu'il y a des gens à l'intérieur du PS qui réagissent, je pense qu'ils pourraient réagir plus fortement contre cette politique. A propos des syndicats, nous sommes tout à fait d'accord avec ce que la CFDT dit à propos des accords de gouvernement concernant les syndicats, je ne le dis pas du tout pour des raisons de complaisance concernant la CFDT, mais pour des raisons de fond, qui, à mon avis, tiennent au projet autogestionnaire; on a l'expérience de l'Europe de l'Est et de l'URSS; si les syndicats deviennent des courroies de transmission, ou même sont des formes du pouvoir d'Etat, il ne reste plus dans la société socialiste de contradictions au bon sens du terme, et de possibilités que s'expriment ces contradictions; on va tout droit à la bureaucratie dans ce type de société. La position de la CFDT, et pas seulement d'elle, mais de ce type d'organisation, est parfaitement correcte; c'est un débat de fond qu'on a avec le PC.

Jean Le Garrec

Premièrement, on ne va pas engager un débat sur ce qu'est ou n'est pas le programme commun, je me suis expliqué là-dessus, j'ai dit que c'était un programme de gouvernement qui définissait le cadre d'un compromis. Mais ce qui se passe dans chacune des organisations au-delà du programme commun apparaît pour le moins aussi significatif, et là-dessus il ne serait pas sans intérêt d'essayer de réfléchir sur ce qui se passe dans le PC ; dans le PS, la plate-forme municipale qui est en cours de préparation, par exemple, ira beaucoup plus loin en ce domaine que ce qui est inscrit dans le programme commun, et à ce titre, elle crée les conditions d'un rapport dialectique avec la prise en charge d'une institution et la mutation des

rapports de pouvoirs.

Il faut bien voir que la dynamique créée par le programme commun dépasse de très loin son contenu, et c'est la deuxième remarque que faisait DEPAQUIT. Là on peut toujours, et vous connaissez l'histoire du verre à demi-plein, et du verre à demi-vidé, apprécier les choses, ou à la lumière de ce qui semble positif, ou au contraire de ce qui reste à faire.

J'ai tendance, moi, à privilégier l'image du verre à demi-plein, et DEPAQUIT, c'est normal, privilégiera l'autre aspect. Pour ce qui est de DEFFERRE, je le dis tout de suite, je suis en désaccord, mais ce qui m'intéresse, c'est ce qui s'est produit dans un certain nombre de municipalités, les ruptures qui s'y sont faites, au risque même de perdre les dites municipalités; on sait très bien que dans ce mouvement, il y a, il y aura encore des bavures, ce qui importe c'est la dimension historique donnée sur une longue durée.

Deuxièmement, DEPAQUIT faisait référence à certaines déclarations du premier secrétaire. Il est clair que le premier secrétaire du PS, qui porte à l'heure actuelle une lourde responsabilité, craint énormément la mobilisation de la peur, et ne veut pas créer une situation de crise avant l'échéance; on peut discuter là dessus mais j'aimerais bien qu'on essaye de réfléchir à ce que peut être l'évolution de la situation dans les dix années à venir, s'il n'y a pas une victoire électorale, que ce soit aux législatives ou aux présidentielles. Parce qu'on peut toujours écrire dans les textes, et je l'ai moi-même écrit bien souvent: le capitalisme est en crise. Ce n'est pas faux, mais je suis frappé des capacités de récupération extraordinaires du capitalisme, y compris du terrain social. Qui d'entre nous aurait dit qu'une situation de 900 000 à un million cent mille chômeurs n'aurait pas eu plus de conséquences sur le terrain social?

Chacun d'entre nous connaît très bien l'enjeu des années à venir; si on le considère comme fondamental, on se donne les moyens de cet enjeu.

Troisième remarque, j'ai parlé de la contradiction énorme qu'il y a entre la voie étroite et la nécessaire mutation des rapports sociaux, des rapports de production, des rapports au travail; là aussi ce problème a été évacué par les différents intervenants. On peut laisser évidemment la responsabilité à un gouvernement de gauche de se débrouiller avec cette situation, inflation non maîtrisée, chômage; il faut bien voir que le problème de l'emploi est le problème n°1 en France, non seulement parce qu'il existe 900 000 chômeurs ou un million, que c'est structurel et non pas conjoncturel, mais parce que cette situation existe, de plus, avec une inversion des flux migratoires; quand vous regardez les quatre départements de Bretagne, vous vous apercevez que les flux migratoires sont totalement inversés. Pour répondre aux problèmes qui se posent en Bretagne, il faut créer 90 000 emplois en 5 ans, et il n'existe nulle part les moyens de créer ces 90 000 emplois; il y a de quoi avoir quelques inquiétudes.

De même, essayons d'analyser ce qu'est la situation catastrophique en France, au niveau de l'indépendance technologique: c'est vrai pour l'énergie, pour l'informatique. Il y a eu destruction complète d'un terrain industriel. Ce sont des problèmes qu'il nous faudra affronter. N'essayons pas d'imaginer une quelconque

avancée vers le socialisme sans avoir capacité à répondre à ces problèmes-là, qui seront les enjeux déterminants des deux ou trois années à venir.

On sait très bien, à ce moment-là, qu'une réaction de la droite trouvera un point d'appui populaire.

Il est clair qu'une politique traditionnelle social démocrate ne peut pas répondre à cette situation; en cela au moins, nous avons un point d'accord. Une politique traditionnelle de relance économique ne peut pas répondre aux problèmes de l'emploi (ça aussi on l'a dit) ; cela implique un développement des services, services sociaux, services culturels, mais ne faisons pas comme s'il n'y avait pas de réalités précises qui nous interrogent. Mon propos n'est pas de dissocier le qualitatif du quantitatif puisque ces expressions ont été utilisées en d'autres temps: je les considère comme étroitement liés, mais si nous n'avons pas la capacité de répondre à moyen terme, à ces problèmes précis, il ne faut pas se faire d'illusions, la tentative sera balayée.

Michel Louis

J'avais été interpellé tout à l'heure, en particulier sur le rôle des syndicats et des partis; faire en sorte qu'une prise de pouvoir par la gauche existe, oui; mais nous entendons en tant qu'organisation syndicale, garder notre autonomie, notre force revendicative; il n'est pas question que la CSCV se mette au service d'un parti pour sauvegarder le pouvoir, ce n'est pas son rôle. Les luttes sont le moteur du changement social, pour nous c'est ça ; pas de luttes sans les organisations, qu'elles soient syndicales ou qu'elles soient politiques. Le syndicalisme, pour nous, a pour rôle de mettre les masses en route, de conscientiser les travailleurs, il doit avoir une stratégie revendicative; la création d'un pouvoir populaire, il en est responsable. Le parti politique a une mission essentielle, la prise du pouvoir, ou l'exercice du pouvoir - ce qui n'est pas du tout la même chose. Quand on aura bien précisé la nature des organisations, qu'on sera d'accord pour dire qu'elles sont complémentaires, on attaque le problème de fond des relations syndicats-partis; la réflexion n'est pas terminée, elle commence seulement à s'engager, pas seulement ici, aujourd'hui, mais à travers les organisations politiques et syndicales dans le pays.

POSTFACE

Plus de 500 délégués ont participé hier aux 16 carrefours que nous tenions. S'y ajoutent, hier comme ce matin dans les forums, un certain nombre de militants qui assument des responsabilités importantes, dans des organisations politiques, syndicales, ou dans des associations qui mènent d'importantes actions dans le cadre de vie. Au total, plus de 700 militants ont participé à ces deux journées.

Le questionnaire qui vous a été distribué donne quelques indications sur ce que nous sommes ici:

60% de participants venus de province; un peu moins de la moitié non-membres du PSU; 40% militants de la CFDT, 10% du MAS; viennent ensuite le SNI et la CGT; une moyenne d'âge de 28 ans; enfin, un tiers de femmes. Tout cela montre à la fois les aspects positifs et les progrès qui sont à réaliser.

Le socialisme que nous voulons

Tout en mesurant les imperfections, nous pouvons dire que c'est une réussite, qui en tout cas devrait faire réfléchir ceux qui, tout haut ou tout bas, parlaient de «gadget». En même temps, croyez-en notre expérience, parce que c'est une réussite, les critiques vont pleuvoir. Et nous les attendons de pied ferme. Cela dit, nous prêterions certainement le flanc à une critique justifiée s'il apparaissait que nous avons organisé une rencontre sans lendemains. Il est donc indispensable que nous réfléchissions dès maintenant à la prochaine étape. C'est ce que je voudrais faire en vous disant comment le PSU en entrevoit les possibilités, étant entendu que ces perspectives devront être largement discutées et précisées avec vous tous, avec les groupes qui se sont formés localement comme avec les organisations qui, à des titres divers, ont participé à cette rencontre.

Pour tracer des perspectives, il nous faut d'abord reconnaître le terrain, savoir apprécié dans quel type de situation nous pouvons inscrire nos efforts.

A bien des égards, les débats que nous venons d'avoir ont été marqués par la nature de la situation dans laquelle nous sommes. Il y avait ici comme une sorte de *veillée d'armes* tant est considérable la bataille qui s'annonce. Considérable à la fois parce que rarement l'affrontement avec la bourgeoisie ne s'est profilé à l'horizon comme aussi décisif; mais considérable aussi en raison de nos propres responsabilités dans cet affrontement, de la place que nous aurons à y tenir. Nos recherches ne sont pas en marge du combat politique. De la puissance du courant dont nous ne représentons ici encore qu'une partie, dépend dans une large mesure le résultat de cet affrontement avec la bourgeoisie.

Bien sûr, même si le cinéma en face de cette salle affiche «tout est possible»), nous savons que personne n'est actuellement maître du temps et des rythmes des changements qui peuvent se produire; ni de la victoire électorale de 1978, ni des conditions dans lesquelles celle-ci peut ouvrir de véritables changements. Mais ce que nous savons, c'est que, à chaque étape de la conquête du pouvoir qui peut

s'engager dès maintenant doit correspondre une intervention positive et un renforcement simultané du courant que nous représentons ici: à chaque étape, d'ici 1978, puis face à la politique de rupture avec le système qu'il faudra pratiquer en cas de victoire électorale; ensuite, pour faire mûrir la situation de «double pouvoir»; enfin, lorsque nous pourrons engager la transition socialiste vers le communisme.

Au bout du compte, le socialisme que nous voulons construire est aussi différent de la direction par un parti assortie plus ou moins de l'octroi de «libertés», que d'un capitalisme moderne assorti sous le nom d'autogestion, de structures dites de concertation et, en fait, de dévouement ou de collaboration de classes. Pour nous, tous les lieux d'exercice du pouvoir doivent être placés sous le contrôle direct des travailleurs et des couches populaires; il s'agit d'une démocratie pluraliste, faisant appel à diverses formes d'organisation, sûrement pas dans la même diversité que dans la démocratie bourgeoise, mais quand même dans la liberté de s'organiser et de s'exprimer selon son choix. Ce que nous défendons, ce n'est pas seulement le «droit à la différence», comme on le dit volontiers à gauche, et qui supposerait un modèle central autour duquel existent des gens différents; ce que nous défendons, c'est le droit de tous à l'identification individuelle et collective. C'est en ce sens que nous devons répondre à la provocation (verbale) de Chirac disant: «Ce qui est inacceptable dans le socialisme, c'est le collectivisme, que reste-t-il du socialisme?». C'est à nous de montrer que le collectivisme n'est pas une sorte de monstre, en ce sens que nous voulons une collectivité dans laquelle l'homme cesse d'être non seulement exploité, mais aussi aliéné, voire mutilé.

un large accord populaire

De la même façon, que reste-t-il de l'autogestion lorsque, commentant dans *le Nouvel Observateur* d'aujourd'hui le livre de Pierre Rosanvallon - présent parmi nous - Michel Rocart écrit que «la théorie politique autogestionnaire ouvre une voie nouvelle parce qu'elle ne raisonne pas seulement en termes de structures mais aussi en termes d'institution, et qu'à ce titre elle considère comme aussi idéalistes les utopies réformistes sur la généralisation «d'îlots de socialisme» que les mythes révolutionnaires sur la destruction de l'Etat? Ce n'est pas seulement que ce genre de littérature donne à certains d'entre nous quelques frissons rétrospectifs, c'est qu'il y a là une inversion du sens de l'autogestion. Nous devons affirmer que l'autogestion est le projet socialiste, le seul qui soit en mesure de garantir, et l'établissement d'un Etat socialiste et sa capacité à dépérir. Cependant, tout cela est bien beau à dire, mais qu'est-ce que cela pèse, si c'est seulement de la fiction politique? Or, c'est de la fiction si nous croyons qu'être autogestionnaire aujourd'hui c'est simplement faire vivre un courant de pensée; c'en est également si nous nous contentons de ce que nous sommes ce soir.

En réalité, il nous appartient de viser très haut, parce que le projet socialiste autogestionnaire ne peut exister, ne peut commencer à prendre corps maintenant que s'il s'affirme comme le projet à vocation majoritaire; précisément parce que, comme le disait Piaget, le socialisme que nous voulons suppose un large accord populaire. Cela nous paraît sans doute un peu gros de dire cela aujourd'hui, et c'est d'ailleurs volontairement provocateur; mais, réfléchissez-y bien: partout où apparaît la crise - dans les institutions, dans l'appareil d'Etat, dans l'économie, dans les

organisations ouvrières elles-mêmes - c'est autour de l'autogestion socialiste que se dessinent des réponses, même balbutiantes; partout où l'idée et la pratique autogestionnaires progressent, le mouvement ouvrier progresse également; et réciproquement, chaque fois qu'on cherche à réintégrer la démarche autogestionnaire dans des comportements classiques, ceux du réformisme ou d'un léninisme étriqué, il y a régression générale du mouvement ouvrier; enfin, le projet autogestionnaire est fondamentalement unitaire. C'est autour de lui que peuvent se nouer les alliances de ceux qui veulent rompre avec le capitalisme. C'est la pratique autogestionnaire qui a montré qu'on pouvait unir ouvriers et paysans exploités, travailleurs et jeunesse scolarisée, etc. Et surmonter même les divisions qu'on essaye d'entretenir dans la classe ouvrière. C'est sans doute pourquoi on peut dire aujourd'hui que nous représentons l'avenir de ce nouveau travailleur collectif que la révolution scientifique et technologique est en train d'engendrer.

Si j'insiste sur cette vocation, c'est pour dire que nous ne pouvons nous contenter de photographier, à un instant donné le courant, ses luttes, ses aspirations, ses faiblesses. Il faut dès maintenant nous inscrire sur une trajectoire. Cela ne veut pas dire vouloir immédiatement tout. Il faut décoller, avec comme perspective la volonté de coordonner tous nos efforts, afin que l'objectif de l'autogestion socialiste, au fur et à mesure des étapes à franchir, apparaisse, comme le lieu de rassemblement.

Qu'est-ce que cela veut dire, coordonner nos efforts? Cela veut dire d'abord savoir tenir compte de notre diversité et la respecter. Nous sommes ici des militants politiques et des militants d'organisations de masse. Cette diversité est inhérente au combat autogestionnaire. Non seulement il serait peu réaliste de vouloir la faire disparaître, mais ce serait même un projet erroné dans la mesure où par définition nous avons besoin et de cette diversité, et du respect de l'autonomie réciproque des diverses formes d'organisation. En même temps nous constituons, au moins potentiellement, une force politique - au sens le plus large du terme - ici même, nous pouvons dire que nous l'avons ressentie, dans la mesure où nous avons fonctionné comme un intellectuel collectif capable de rassembler, synthétiser et reformuler en nouvelles propositions tout ce qui émerge des luttes et des aspirations populaires. Et il faut que, politiquement, cette force s'affirme. Or, cela ne veut pas dire la prééminence d'un parti sur l'ensemble des autres forces organisées du courant autogestionnaire; cela veut dire que, premièrement, nous avons à réinventer collectivement les moyens de notre intervention, y compris, mais pas seulement, sur le plan organisationnel; et, deuxièmement, que le développement de ce courant revêtira nécessairement un caractère contradictoire, au sens où il y aura des contradictions entre nous, où le respect réciproque de l'autonomie de formes d'organisation entraîne inéluctablement débats et oppositions, et enfin où une tension doit - exister entre le développement très large de ce courant et la nécessité de son expression politique organisée.

combler le vide

Cette contradiction, nous ne devons pas la fuir par des artifices qui feindraient de la résoudre. Nous devons, tous, l'assumer pleinement en cherchant progressivement à la résoudre au travers de la poursuite de notre recherche collective et de nos initiatives.

Or, il se dégage de ces journées un certain nombre d'axes de lutte et de travail qui prennent place dans la réalité politique présente, parce qu'ils se situent précisément dans cette zone intermédiaire entre tous les refus et les aspirations manifestées par les travailleurs, et le caractère quasi magique - y compris dans son inquiétant laconisme - de l'union de la gauche. Ce vide énorme entre les aspirations et les réponses, c'est à nous qu'il appartient de chercher à le combler.

Non pas parce que nous sommes des inventeurs de propositions, mais en raison du type de démarche qui est la nôtre: Nous appuyer sur la réalité des luttes, favoriser les expériences d'auto-organisation, faire que la politique elle-même soit contrôlée par ceux qu'elle concerne au premier chef. C'est à cette démarche elle-même qui fait que nous, ici présents, nous ne sommes pas surpris - et moins pris au dépourvu que d'autres - lorsque éclate un nouveau problème. Plus que jamais nous devons mettre en oeuvre cette démarche autour des quelques axes - non exhaussifs - qui sont apparus ici:

produire autrement:

c'est l'ensemble des problèmes posés tant par la crise que par les aspirations nouvelles. On sait qu'il n'est pas possible de répondre à cette question, de l'intérieur du système - Mais aussi, qu'en cherchant les réponses à cette question on contribue aux luttes anti-capitalistes: emploi, organisation du travail, nucléaire, consommation, école.

- prendre en main le cadre de vie et les conditions d'existence:
- par l'unification, autour d'axes politiques, de luttes qui sont actuellement éclatées.
- par le développement des expériences d'autoréduction (loyers, charges, électricité, transports)
- par la réflexion collective sur le thème «une autre croissance»...

- prendre en main, non seulement la défense, mais la création des libertés:

dans les luttes des femmes de la fonction publique, de la magistrature, etc..., arracher «positivement» des libertés nouvelles, et mener le combat au niveau des appareils idéologiques et des appareils répressifs eux-mêmes.

Organisations représentées

Etaient présents aux Etats Généraux :
soit en tant que représentants mandatés, soit en tant qu'observateurs,
soit en tant que participants sans mandat de leur organisation,
des adhérents des organisations suivantes:

CGT, CFDT, FEN, Syndicat de la Magistrature, Fédérations CFDT, PTT, Hacuitex, Banques, SGEN, Police, Justice, CSCV, CNAFAL, CSF, MAS, PS, LCR, Révolution I, G.A.M., CERES, FGA, Paysans-Travailleurs, MODEF, MDPL, IDS, MAN, Amis de Témoignage Chrétien, Ecole et Société, GEDREM, JEC, JOc, JOCF, MRJC, ACO, Chrétiens Marxistes, Chrétiens Critiques, Planning Familial, MLAC, Lutte Occitane, VVAP, Parti Socialiste Basque (EASH), Eusko Sozialistak d'Euzkadi Sud, Amis de la Terre, GSIEN, Rassemblement des Juifs Antisionnistes,

CIMADE, ASTI, Comités de lutte des Foyers SONA, COTRA, GLHPQ, Pétroleuses, Cercle Dimitriev, Gazette Ouvrière, A.P.L., Culture et Liberté, Vie Nouvelle.